



**EN DIRECT
DU CONSEIL MUNICIPAL**
www.othis.fr

SEANCE DU 16 AVRIL 2008

Administration générale

Création d'une commission des finances et désignation de ses représentants

Rapporteur : Bernard CORNEILLE

Le Conseil Municipal a procédé à la création de la Commission des Finances et désigné ses membres comme suit : M. GELINAT, M. POLI, Mme BUZZOLETTO, Mme TRIPOT, M. RONGIERE, Mme DIDIER, M. THENAISY.

Commission communale des impôts directs – Liste des candidatures

Rapporteur : Bernard CORNEILLE

Le Conseil Municipal a proposé au Directeur des Services Fiscaux une liste de 16 candidats titulaires et leurs suppléants, susceptibles d'être choisis par celui-ci pour constituer la commission communale des impôts directs, composée de 8 membres.

Intercommunalité

Communauté de Communes de la Plaine de France – Approbation de la modification des statuts

Rapporteur : Bernard CORNEILLE

Le Conseil Municipal a approuvé la modification des statuts de la Communauté de Communes de la Plaine de France, portant sur la représentation des délégués des communes membres au Conseil Communautaire. Désormais le critère de population sera pris en compte dans la représentativité des communes au sein de cette instance. Othis comptera prochainement 6 membres au lieu de 3 actuellement. Au total le Conseil Communautaire de la Plaine de France passerait de 24 à 31 membres, après validation par chacune des communes membres.

Vie scolaire

Carte scolaire – Rentrée 2008/2009

Rapporteur : Catherine BERNASZUK

Pour tenir compte des fluctuations d'effectifs fréquemment enregistrées sur l'école maternelle de Beaupré, le Conseil Municipal a réitéré sa demande d'ouverture d'une classe à la rentrée scolaire 2008/2009, justifiée par des chiffres prévisionnels très proches du seuil d'ouverture.

Baisse des effectifs d'enseignants au lycée de Longperrier – Motion

Rapporteur : Bernard CORNEILLE

Le lycée Charles de Gaulle de Longperrier perdra 10 postes à la rentrée 2008/2009. Cette situation, préjudiciable à l'avenir des élèves entraîne la disparition de 10 % du corps enseignant dans un établissement déjà fragilisé par des surcharges d'effectifs qui resteront quasiment constants. Cette décision est le fruit d'une approche purement comptable prise sans souci de l'avenir. La situation qui sera celle de l'établissement à la rentrée prochaine est inquiétante. Elle l'est aussi pour les années suivantes car il n'est pas fait mystère de continuer à supprimer des postes dans le second degré. Le Conseiller Régional Alain ROMANDEL et le Conseiller Général, Maire d'Othis Bernard CORNEILLE, ont pris l'initiative avec le concours de Mme PAPIN Maire de Dammartin-en-Goële, de réunir récemment les élus du canton et de leur proposer une motion adoptée par le Conseil Municipal d'Othis.

Plus de 100 élus du canton de toutes sensibilités l'ont déjà co-signée et l'adresseront vendredi 18 avril au Recteur de l'Académie de Créteil. Ils lui demandent de recevoir rapidement une délégation d'élus et de décider préalablement à cette entrevue, un moratoire sur les décisions de suppression de postes.

Pouvoir d'achat

Des ménages : Augmentation des tarifs du gaz – Motion

Rapporteur : Vélia HENNEQUIN

10 % d'augmentation du prix du gaz. Voilà ce qu'avait demandé GDF en décembre 2007. Contre l'avis de la Municipalité d'Othis et de milliers de collectivités en France, une première augmentation de 4 % avait été accordée à l'entreprise par le Gouvernement en janvier. Ce devait être la dernière. Or GDF va se voir accorder par le Gouvernement une nouvelle augmentation de 5,5 %. La Municipalité a demandé le gel des tarifs du gaz et exigé l'abandon de cette nouvelle hausse, équivalente à une ponction annuelle par ménage de 80 €. Elle a condamné cette amputation supplémentaire de leur pouvoir d'achat.

Carte famille nombreuse – Motion

Rapporteur : Evelyne THOMAS

Entre suppression et maintien, les cafouillages gouvernementaux sur la carte famille nombreuse sont surtout révélateurs d'une politique qui s'est donnée pour objectif la casse méthodique de l'Etat républicain et social. Car au final si la prestation est maintenue, elle sera intégralement à la charge de la SNCF, qui remboursera un préfinancement opéré par l'Etat. Au fond il s'agit pour le Gouvernement de trouver des économies qui permettent de rembourser les 15 milliards d'euros octroyés cet été aux plus riches, en ponctionnant les ménages et les familles. Les dépenses de transport sont avec l'alimentation et le logement, le 3^{ème} poste de dépenses des familles. Conditionner la carte famille nombreuse à une politique commerciale par nature changeante et incertaine, c'est prendre le risque de voir à terme les avantages de cette carte se réduire et disparaître. Le Conseil Municipal a demandé le retour du financement de la carte famille nombreuse dans le ressort de la politique familiale afin qu'elle garde son caractère de prestation universelle.

Finances

Contributions directes – Vote des taux d'imposition

Rapporteur : Martial GELINAT

Cette année encore, les taux d'imposition sur les ménages restent inchangés. Ils n'ont fait l'objet d'aucune augmentation depuis 1995.

Vie associative

Subventions aux associations – 1^{ère} partie

Rapporteur : Christian DOMENC

Le Conseil Municipal a adopté un 1^{er} volant de subventions aux associations locales pour un montant total de 9 113 € et accorde une subvention exceptionnelle de 500 € à la FCPE, particulièrement active dans la mobilisation contre la suppression de postes dans les établissements scolaires.

Personnel communal

Recrutement d'agents temporaires pour la période des congés d'été

Rapporteur : Patrick KURNIK

Le Conseil Municipal a décidé la création de postes d'adjoints techniques contractuels et saisonniers (4 pour les services scolaires en juillet, 3 pour les services techniques en juillet et 3 pour les services techniques en août).

Informations

M. CORNEILLE a fait part de ses inquiétudes sur le projet de plateforme multimodale de St Mard et rappelé l'opposition du Conseil Municipal et des élus du canton à cet équipement, source de nuisances nouvelles (circulation intense de camions de fort tonnage...).

Il a révélé la teneur d'une lettre du Préfet LELARGE, Directeur Régional de l'Equipement d'Ile de France, à Réseau Ferré de France chargé d'une étude de faisabilité et d'implantation dans le périmètre immédiat de la gare de St Mard.

Il a enfin annoncé plusieurs initiatives qu'il avait prises avec le Conseiller Régional Alain ROMANDEL, visant à prévenir un passage en force de l'Etat dans ce dossier. Ils réuniront prochainement les maires concernés, le Président du SIEP et celui de l'association cantonale et environnementale ADEV, pour définir les actions concertées à conduire.